



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 12 novembre 2010

15569/10

CRS/CRP 41

COMPTE RENDU SOMMAIRE

**Subject : 2338ème réunion du COMITE DES REPRESENTANTS PERMANENTS
tenue à Bruxelles le 27 octobre 2010**

SUMMARY

Page

1. Approbation de l'ordre du jour et des points "I" 5

Coreper 1ère partie

I

2. Réponses aux questions écrites posées au Conseil par des membres du Parlement européen
- (a) n° E-5691/10 posée par Charles Tannock
"Utilisation de passeports diplomatiques des États membres par le personnel des missions du SEAE"
 - (b) n° E-6139/10 posée par João Ferreira
"Actions menées suite à la déclaration de l'UE de 2009 sur la Palestine"
 - (c) n° E-6201/10 posée par Alf Svensson
"Ventes d'armements à des pays tiers"
 - (d) n° E-6286/10 posée par Oreste Rossi
"Marée noire en Chine"
 - (e) n° E-6561/10 posée par Frieda Brepoels
"Utilisation d'armes à uranium"
 - (f) n° E-6671/10 posée par Oreste Rossi
"Massacre des dauphins aux îles Féroé"
 - (g) n° E-6882/10 posée par Marietje Schaake
"Détenue de Zahra Bahrami en Iran"
 - (h) n° E-6907/10 posée par Philip Claey's
"Accusations faisant état de l'utilisation, par la Turquie, d'armes chimiques contre le PKK"
 - (i) n° E-6958/10 posée par Oreste Rossi
"Lait à la mélanine"
 - (j) n° E-7126/10 posée par Georgios Koumoutsakos et Ioannis A. Tsoukalas
"Élaboration d'un cadre juridique régissant la surveillance maritime dans le contexte de la politique maritime intégrée"
 - (k) n° E-7246/10 posée par Raül Romeva i Rueda
"Droit d'accès à l'internet, haut débit et neutralité sur le réseau"
 - (l) n° E-7248/10 posée par Raül Romeva i Rueda
"Arrestations et agressions à Laâyoune"
 - (m) n° E-7374/10 posée par Marietje Schaake
"Iran - double nationalité"
 - (n) n° E-7502/10 posée par Michał Tomasz Kamiński et Charles Tannock
"Affaire Sakineh Mohammadi Ashtiani en Iran"
 - (o) n° P-7861/10 posée par Mário David
"Concours pour le recrutement du Chef de la délégation de l'Union européenne au Brésil"

3. Affaire devant le Tribunal de l'Union européenne
Affaire T-364/10 (Duravit AG contre Commission européenne)
4. Affaire devant le Tribunal de l'Union Européenne
Affaire T-386/10 (Aloys F. Dornbracht GmbH & Co. KG contre Commission européenne)
5. Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail
Nomination de M. Pedro J. LINARES, membre titulaire espagnol, en remplacement de M. Dionis OÑA, membre démissionnaire
6. Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail
Nomination de M. Javier TORRES, membre suppléant espagnol, en remplacement de M. Pedro J. LINARES, membre démissionnaire
7. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 460/2004 instituant l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information en ce qui concerne sa durée
8. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA)
9. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la République socialiste du Viêt Nam sur certains aspects des services aériens
11. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les nouveaux aliments et modifiant le règlement (CE) n° 1331/2008 et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 et le règlement de la Commission (CE) n° 1852/2001 (Deuxième lecture)
12. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs (Deuxième lecture)
13. Proposition de décision du Conseil concernant l'approbation, au nom de l'Union européenne, de certains amendements à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest

II

14.	Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission (Première lecture) (Ce point sera traité en cadre restreint)	6
15.	Mise en œuvre de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Actes délégués) (Ce point sera traité en cadre restreint)	6
16.	Fixation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil (Éducation, jeunesse, culture et sport) des 18 et 19 novembre 2010	6
17.	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (LdSD) (refonte) (Première lecture)	6
18.	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux droits des consommateurs (Première lecture)	7
19.	GALILEO - Agence du GNSS européen	7
-	Divers	8

1. Approbation de l'ordre du jour et des points "I"

doc. 15432/10 OJ/CRP1 37

L'ordre du jour provisoire susvisé est approuvé moyennant les changements suivants :

Le point suivant a été **retiré** :

(Coreper 1ère partie, sous I)

10. Projet de décision de la Commission du [...] modifiant la décision n° 2007/756/CE adoptant une spécification commune du registre national des véhicules

- Décision de ne pas s'opposer à l'adoption

docs 13892/10 TRANS 240

14258/10 TRANS 255

Le Comité approuve les points "I" tels que repris au sommaire du présent document et dont les détails se trouvent au(x) document(s) cités sous point 1. ci-dessus.

Coreper 1ère partie

II

- 14. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission (Première lecture)**
(Ce point sera traité en cadre restreint)
- Préparation du trilogue informel

Ce point a été traité en cadre restreint.

- 15. Mise en œuvre de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Actes délégués)**
- Examen du non-paper présenté par les délégations danoise, allemande et britannique
(Ce point sera traité en cadre restreint)

Ce point a été traité en cadre restreint.

- 16. Fixation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil (Éducation, jeunesse, culture et sport) des 18 et 19 novembre 2010**

The Committee agrees on the provisional agenda for the forthcoming Council meeting (Education, Youth, Culture and Sport) as set out in 16168/10.

- 17. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (LdSD) (refonte) (Première lecture)**
- Préparation du prochain trilogue informel
doc. 15221/10 ENV 710 MI 391 CODEC 1094

The Committee discussed and agreed on a modified mandate for the Presidency in view of the third informal trialogue with the European Parliament.

18. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux droits des consommateurs (Première lecture)

- **Examen du chapitre V**
doc. 15311/10 CONSOM 92 JUSTCIV 179 CODEC 1113

Le Comité a examiné la proposition de la Présidence relative au chapitre V de la directive en question et visant à réglementer avec flexibilité les listes de clauses contractuelles (dites "noires" et grises", visées par les articles 34 et 35) ainsi que la définition par le groupe de travail des secteurs pour lesquels les Etats Membres pourraient garder des exigences formelles nationales de présentation des clauses contractuelles (actuellement interdites par le libellé actuel de l'article 31(4)).

A l'issue de cet examen, le Président du Comité a conclu qu'il y avait un soutien de la proposition de la Présidence par les délégations concernant les listes de clauses contractuelles (sous réserve cependant du contenu précis des clauses précitées). Il a aussi conclu que le Groupe de travail devait poursuivre ses travaux concernant les exigences formelles nationales de présentation des clauses contractuelles, vu l'absence de majorité qualifiée concernant tant la proposition de la Présidence que la proposition de texte interdisant de telles exigences.

19. GALILEO - Agence du GNSS européen

- **Aspects de procédure concernant le siège de l'Agence**
doc. 15405/10 TRANS 291 MAR 109 AVIATION 171 CAB 21 RECH 338

Le Comité a donné son accord de principe sur la procédure de désignation du siège de l'Agence européenne du GNSS, telle que proposée au document 15405/10. Quelques délégations ont cependant considéré qu'il serait prématuré de prendre une décision sur cette question le 2 décembre 2010. La Présidence a décidé de reporter la date limite pour la présentation des candidatures et de poursuivre des contacts bilatéraux avec les délégations sur cette question.

- **Divers**
 - = **ICCAT annual meeting 17-27 November 2010 (requested by the Italian delegation)**

The Italian delegation raised the issue of the ICCAT to ask the Commission when the proposal for a negotiation mandate for bluefin tuna could be expected. It recalled that not much time was left before the start of the annual meeting and that the proposal had to be examined and adopted so it was important to have the proposal as soon as possible. It warned against preparing the EU's position too close to the beginning of international meetings as, for instance, had been the case in relation to the CITES meeting in Doha earlier this year.

The Cypriot, German, French, Maltese, Portuguese and Spanish delegations supported the view that the proposal had to be presented as soon as possible.

In addition, the Spanish delegation noted good results of the existing recovery plan and underlined Spanish efforts to reduce fleet capacity while asking the Legal Service about the consequences in case of not adopting a new mandate.

The French delegation requested a complete and precise mandate setting out the envisaged TAC, allocation key and control measures.

The Presidency underlined that the calendar for adoption was tight. The Committee would have to reach an agreement on the mandate on 12 November 2010 to enable formal adoption by 17 November.

The Commission representative underlined that the Commissioner had wanted to hear the views of Ministers before presenting a proposal. The Commission noted the dates indicated by the Presidency and assured the Committee that a proposal would be presented very soon.

=====